



Bulletin de l'association de géographes français

Géographies

90-1 | 2013

Réchauffement climatique : un carbone qui sent le
souffre ?

Significations des politiques de lutte contre le changement climatique

Meanings of policies against climate change

Bernard Lamizet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bagf/1325>

DOI : 10.4000/bagf.1325

ISSN : 2275-5195

Éditeur

Association AGF

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2013

Pagination : 12-23

ISSN : 0004-5322

Référence électronique

Bernard Lamizet, « Significations des politiques de lutte contre le changement climatique », *Bulletin de l'association de géographes français* [En ligne], 90-1 | 2013, mis en ligne le 22 janvier 2018, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/1325> ; DOI : 10.4000/bagf.1325

Bulletin de l'association de géographes français

Significations des politiques de lutte contre le changement climatique

(MEANINGS OF POLICIES AGAINST CLIMATE CHANGE)

Bernard LAMIZET*

RESUME – Le climat constitue le réel qui s’oppose au politique en mettant en œuvre une contrainte qui vient limiter le champ des pouvoirs et les logiques de leur exercice. Dans le champ du climat, l’élaboration des politiques publiques consiste à articuler le bien-être et les conditions de vie des populations, les logiques de l’aménagement de l’espace, la réduction des contraintes de la météorologie sur la vie sociale et la politique énergétique. Le concept de « changement climatique » désigne, dans les discours politiques contemporains, le changement de rationalité politique du climat lié au réchauffement. Comme tout système symbolique et culturel, les politiques climatiques se heurtent à un impensable, qui renvoie, en particulier, à quatre notions : l’imprévisible, la limite de l’espace, le caractère irréductible du changement climatique, et le refoulement des contraintes qui pèsent sur le climat.

Mots-clés : Imprévisibilité du climat – Lutte contre le réchauffement – Contraintes climatiques – Politiques climatiques – Pouvoir

ABSTRACT – Climate can be defined as the real, which is opposed to politics as it creates constraints and limits to political powers. In climate matters, public policies consist in articulating peoples’ well-being and ways of life, with the logics of space planning and the reduction of weather constraints on social life and energy policies. The concept of climatic change is in contemporary political discourse a change of political rationality of climate linked to global warming. As every cultural and symbolic system, climate policies are confronted to an unthinkable made up of four notions : unforeseeable elements, spatial limits, the irreversibility of climate change, and the repression of climate constraints..

Keywords: Unforeseeable climate – Climatic change – Climatic constraints – Climate policies – Power

* Politologue, professeur émérite à l’Institut d’Études Politiques de Lyon, UMR 5206 “Triangle”, 5 ave. Pierre Mendès-France, 69676 Bron Cedex – Courriel : bernard.lamizet@sciencespo-lyon.fr

1. Introduction : sémiotique, sciences de l'information et de la communication, climat

Dans le champ des sciences du politique, les sciences de l'information et de la communication rendent compte des faits de médiation politique et culturelle, des modalités de la construction de l'opinion et des représentations et de l'énonciation des discours diffusés dans l'espace public. Dans ce champ, la sémiotique, à son tour, rend raison de la signification des représentations, en pensant l'articulation entre la dimension singulière de l'énonciation et la dimension collective des appartenances et des cultures.

Le climat est, par ailleurs, l'objet majeur du concept de médiation, c'est-à-dire de la dialectique entre le singulier et le collectif. En effet, pour le sujet singulier, pour la personne, il constitue l'une des premières expériences de l'espace, car c'est sur son corps même qu'il éprouve le climat, en ayant froid ou en ayant chaud. D'autre part, pour les acteurs collectifs et dans le champ du politique, le climat est l'un des premiers domaines de mise en œuvre de la loi ou des politiques de prévention et de protection de la société. En effet, sans doute est-ce, par exemple, le climat qui oriente les premières lois d'organisation du temps social selon les saisons et les spécificités des pratiques sociales qui s'y mettent en œuvre.

C'est en raison de cette place majeure du climat dans le champ des médiations entre le singulier et le collectif que les thèmes qui lui sont liés sont extrêmement présents dans l'espace public et sont extrêmement significatifs de l'évolution des identités et de leurs modes d'expression et de représentation.

Mais ce qui sera interrogé ici, ce seront les significations des représentations du climat : il ne s'agira pas de penser une dynamique de causalité pouvant expliquer leur naissance ou leur diffusion, et il ne sera pas question d'évaluer la pertinence de ces discours et de ces représentations. L'approche sémiotique est une approche en termes de sens.

Pour interroger cette question de la place du climat dans le discours politique contemporain et dans le discours de l'information médiatée, nous nous sommes penché sur un corpus d'articles publiés récemment dans le quotidien *Le Monde*¹.

2. Le climat : réel, symbolique et imaginaire dans le politique

L'articulation entre le réel, le symbolique et l'imaginaire, proposée par Lacan pour rendre compte des structures de l'identité psychique, peut être

¹ Compte tenu des limites du volume d'un article, nous nous sommes limité à un corpus d'articles publiés dans *Le Monde*, entre 2007 et 2011, sans engager ici une étude comparative de plusieurs médias. Les articles cités le sont sans nom d'auteur quand il s'agit d'articles d'information publiés par *le Monde*, et le nom de leur auteur est mentionné quand il s'agit d'articles d'opinions signés par des auteurs extérieurs à la rédaction du quotidien.

utilisée avec profit dans la pensée politique, en rendant compte des modalités de constitution des identités politiques. La médiation politique articule l'exercice des pouvoirs et l'élaboration des politiques publiques au réel des contraintes, au symbolique des représentations et à l'imaginaire de la prévision, des projets, des utopies et du fait religieux.

Dans cette problématique, le climat constitue, d'abord, le réel qui s'oppose au politique en mettant en œuvre une contrainte qui vient limiter le champ des pouvoirs et les logiques de leur exercice. Le climat est aussi l'une des expressions de l'instance du réel, car il n'est prévisible qu'en partie seulement : le climat nous échappe en grande partie. C'est ainsi qu'au sujet des négociations sur le climat, on pouvait lire dans *Le Monde* du 14 octobre 2011, ces déclarations du premier ministre des Maldives, par ailleurs impliqué dans la lutte contre le changement climatique : « *Je pense que nous avons une petite fenêtre d'opportunités pour infléchir le cours des choses. Mais nous ne pouvons pas conclure un accord avec la nature. Nous ne pouvons pas discuter avec les lois de la physique, ne soyons pas fous ! Ce n'est pas l'Organisation Mondiale du Commerce, ce n'est pas un traité de désarmement ! On ne peut pas négocier avec la nature* ».

Par ailleurs, le climat constitue un des lieux de l'instance symbolique du politique, en constituant un champ essentiel de communication et de discours politiques. « *Les négociations sur le climat au bord du coma* », titrait *Le Monde* du 1^{er} octobre 2011, à propos de la préparation du sommet de Durban. Et le quotidien ajoutait : « *Les discussions pour préparer le sommet de Durban reprennent, alors que les États ne parviennent pas à s'entendre sur la suite à donner au protocole de Kyoto* ». C'est ainsi que le climat constitue un champ majeur de débats et de confrontation des opinions et des représentations, mais aussi un enjeu important d'échanges entre pays ou entre acteurs politiques. Sans doute, d'ailleurs, la naissance de l'écologie comme identité politique est-elle liée à l'accroissement de la gravité reconnue aux questions climatiques dans le débat politique et à l'importance de la présence de ce thème dans l'espace public.

Enfin, le climat est, depuis toujours, un thème important de fréquentes expressions de l'imaginaire politique. De la représentation classique de Zeus ou de Jupiter maniant la foudre de l'orage à celle des fictions ou des mythes mettant en scène des événements climatiques comme les tempêtes auxquelles Ulysse est soumis, ou aux récits de tempêtes dans l'Ancien Testament, le climat occupe une part majeure de l'imaginaire politique. Sur ce plan, les événements climatiques sont liés aux deux thématiques majeures de l'imaginaire : l'espoir et la peur. Mais c'est sur le plan de la logique du risque et dans la thématique des mesures de prévention prises ou négligées par les pouvoirs que le climat occupe le plus souvent, dans l'espace public, la place de l'imaginaire politique. « *Dans les villes et les campagnes thaïlandaises, écrit Le Monde, du 18 octobre 2011, la disparition progressive des zones de rétention*

d'eau augmente les risques d'inondations ». C'est ainsi que le pouvoir politique fait l'objet d'une critique pour avoir échoué à prévoir une évolution climatique, et, ainsi, pour avoir manqué de penser une rationalisation de l'imaginaire politique.

3. Climat, exercice des pouvoirs, élaboration des politiques

L'élaboration des politiques publiques est le domaine d'activité des acteurs politiques et des pouvoirs. Les politiques sont élaborées pour réduire le champ du réel des contraintes et pour donner une signification à la maîtrise politique de l'espace. Comme les pouvoirs politiques s'inscrivent dans des espaces sur lesquels ils s'exercent et, même que c'est l'espace qui leur donne leur identité politique, le climat a une grande importance dans l'élaboration des logiques d'exercice des pouvoirs, puisqu'il s'agit d'une politique majeure d'aménagement de l'espace et de maîtrise des territoires. La question du changement climatique, dans le réel de la contrainte dont il s'agit, est, ainsi, un des domaines dans lesquels s'exerce aujourd'hui le pouvoir politique. Pour illustrer l'importance nouvelle de ce thème dans le champ politique, *Le Monde* du 31 août 2011 publiait ces lignes dans une tribune² : « *Le 9 novembre 1989, l'image de Mstislav Rostropovitch jouant du violoncelle devant le mur de Berlin tout juste effondré a fait le tour du monde. La remise en cause du système communiste sonnait le glas de la guerre froide. A la même époque, le GIEC, organisme intergouvernemental d'experts chargé d'évaluer les causes et les conséquences de l'évolution climatique récente est mis en place. C'est un symbole des redistributions de sens et des intérêts portés par les états face aux risques climatiques* ».

Dans le champ du climat, l'élaboration des politiques publiques consiste à articuler le bien-être et les conditions de vie des populations, les logiques de l'aménagement de l'espace, la réduction des contraintes de la météorologie sur la vie sociale et la politique énergétique. C'est jusque dans le domaine de la vie quotidienne que la prévention du risque climatique, et, en l'occurrence, la législation relative à la prévention des risques liés au réchauffement, fait apparaître la place du politique dans la médiation entre le singulier et le collectif. Près d'un milliard de personnes vivent dans des régions à haut risque où la situation pourrait empirer à cause du changement climatique, selon une étude de la Banque mondiale diffusée, mardi 31 mai, à São Paulo, écrit une dépêche de l'A.F.P. [*Le Monde*, 2 juin 2011]. Menacées par les glissements de terrains, les inondations, la montée du niveau de la mer, ces régions vulnérables manquent d'infrastructures, de services et de planification urbaine, souligne l'étude. Ces lignes montrent bien que le climat, comme la santé dans

² L. Scotto d'Apollonia, « Réchauffement climatique, cheval de Troie de la modernité »

un autre domaine, fait des politiques publiques des réponses institutionnelles et stratégiques à des préoccupations aussi bien singulières que collectives.

Il est important, en ce sens, de comprendre que la question climatique fait l'objet d'une manifestation des pouvoirs et des identités politiques³. On peut trouver une expression de cette dimension climatique de l'ostentation des pouvoirs dans cette dépêche de l'A.F.P. publiée par *Le Monde* à propos d'un vote du Parlement européen sur la réduction de l'émission des gaz à effet de serre. « *Les élus, écrit l'AF.P., ont aussi exprimé leur inquiétude devant la possibilité que l'Europe ne parvienne pas à mobiliser la totalité des 2,4 milliards d'euros promis pour 2010 aux pays en voie de développement afin de les aider à atténuer les effets du réchauffement climatique* » [*Le Monde*, 27 novembre 2010]. On trouve ici les éléments fondamentaux de la question des pouvoirs. En effet, la politique climatique et environnementale fait ici l'objet d'un conflit de pouvoirs entre l'Union européenne et les états membres, elle est l'une des manifestations de la domination (voire de l'hégémonie) des pays « du Nord » sur les pays en voie de développement, et elle montre la confrontation entre la dimension symbolique des pouvoirs politiques et des institutions et le réel, non négociable, de la contrainte climatique.

4. Signification politique de la lutte contre le changement climatique

Le concept de « changement climatique » désigne, dans les discours politiques contemporains, le changement de rationalité politique du climat lié au réchauffement du monde induit, en particulier, par la consommation d'énergie et par l'évolution des modes de vie et des logiques de l'organisation sociale. C'est la raison pour laquelle il a, selon nous, une signification pleinement politique. Cette signification politique du thème se fonde, en particulier, sur le fait qu'elle est articulée à la signification de la lutte menée contre lui. C'est cette problématique de la lutte, du conflit, qui manifeste, selon nous, la dimension proprement politique du thème du changement climatique.

Une manifestation sensible de cette dimension politique de la lutte contre le changement est donnée par ces lignes du *Monde* [2 juin 2009] sur l'économiste turc Kemal Dervis. « *Cette fois, écrit P. Boloïon, Kemal Dervis a pris la crise à bras le corps. De Washington à Doha, et jusqu'au G20 de Londres, en avril, il a été de toutes les rencontres sur la finance mondiale. Pour lui, toute solution passera par « une grande coopération internationale et une détermination à appliquer les moyens keynésiens sans état d'âme* ». Et puisque des investissements massifs sont indispensables, il suggère qu'ils se concentrent sur la lutte contre le réchauffement climatique, un domaine dans lequel il s'est beaucoup investi ». Non seulement la lutte contre le réchauffement est mise en scène comme l'un des aspects de la visibilité des acteurs politiques, mais elle est aussi reconnue, à la

³ Voir, ici même, l'étude de F. Bertrand sur *Les territoires et le changement climatique*, à propos des stratégies élaborées et mises en œuvre, en France, par les régions.

fois par le quotidien et par la personne dont il est question, comme un thème majeur de l'économie politique contemporaine.

La lutte contre le changement climatique, ainsi que le discours qui la manifeste, revêtent, dans ces conditions, quatre significations. D'une part, il s'agit de la diminution de la contrainte que le réchauffement fait peser sur la vie sociale. C'est ainsi, par exemple, que *Le Monde* du 14 août 2007 lie le réchauffement climatique et l'intensification de faits de mousson. D'autre part, il s'agit de la diminution de la pollution de l'air liée à la consommation d'énergie et aux transformations contemporaines des modes de vie sociale. En ce sens, le thème de la lutte contre le réchauffement climatique est associé, dans le débat public, aux thèmes majeurs de l'écologie politique dans la lutte contre les excès de la consommation et la recherche de meilleurs logiques d'aménagement de l'espace. Par ailleurs, la lutte contre le changement climatique désigne un des domaines de l'économie politique lié à la diminution du coût de la vie. C'est ce que dit l'économiste S. Dimas dans un entretien au *Monde* [1^{er} novembre 2008]. « *Les coûts générés par le « paquet »⁴, dit-il, sont avant tout des investissements en faveur des énergies renouvelables et des économies d'énergie. Au total, ces dépenses se montent à 60-70 milliards d'euros par an. Elles vont stimuler la croissance. Cela ne sera pas une perte nette pour la richesse nationale et l'économie européenne* ». Enfin, la lutte contre le changement climatique constitue un des modes nouveaux de l'exercice des pouvoirs et de critique des pouvoirs traditionnels et de leurs habituels modes d'exercice. C'est ainsi, par exemple, que, dans *Le Monde* du 26 juin 2009, P. Ricard évoque la mise en œuvre d'une « diplomatie nucléaire » mise en œuvre par le président Sarkozy et dénoncée par les organisations écologistes, opposés à l'idée que l'usage du nucléaire puisse constituer un des modes de lutte contre le réchauffement.

5. Responsabilité, causalité et signification dans le changement climatique

Comme toute problématique de l'action, et, en particulier, de l'action publique mise en œuvre par les pouvoirs politiques, le changement climatique articule responsabilité, action et signification. En effet, dans le discours politique, cette thématique constitue un champ dans lequel sont illustrés à la fois les pouvoirs et leur mise en œuvre dans l'espace public, les dangers de la civilisation et de la croissance et les victimes et dégâts causés par les activités de la société.

Dans ce domaine, l'action désigne la mise en œuvre des stratégies des acteurs politiques et des programmes des pouvoirs dans la régulation, les

⁴ Il s'agit du « paquet », de l'ensemble de mesures destinées à permettre à l'Union européenne d'atteindre ses objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, « attaqué de toutes parts », au moment où *Le Monde* publie son article.

transformations et la gestion de l'espace public. C'est ainsi que *Le Monde* [26 juin 2009] propose une sorte d'inventaire des actions entreprises par la France, qui la définissent comme un acteur politique de la lutte contre le réchauffement :

Si la France prend la tête des pays européens sur le front du climat, elle affiche un bilan plus contrasté sur d'autres aspects de sa politique environnementale. Nicolas Sarkozy est notamment critiqué par les associations écologistes pour la "diplomatie du nucléaire" qu'il mène en Europe, afin de promouvoir la technologie française.

La France s'est peu à peu mise en conformité avec les directives de Bruxelles, notamment sur la biodiversité, mais elle se montre plus réticente pour agir contre la pollution. L'ancien ministre de l'agriculture, Michel Barnier, a promis un plan d'action contre les nuisances des nitrates en Bretagne pour échapper à un recours devant la Cour de justice européenne.

Enfin, la directive renforçant les mesures de dépollution des sols reste bloquée par les lobbys industriels.

Mais dans un autre article du *Monde* [16 août 2009], ce qui est mis en avant, c'est la logique de l'antagonisme entre acteurs politiques, constitutif d'une effectivité de l'espace public de confrontation des identités politiques (Il s'agit de l'aménagement de l'aéroport de Notre-Dame des Landes). Il s'agit aussi, dit le journal, d'expérimenter une nouvelle façon de s'organiser et de décider en commun. Le site Internet du camp en résume la philosophie : « *Les gen-te-s peuvent s'organiser de façon non hiérarchique, sans qu'il y ait un-e dirigeant-e pour les y forcer ou leur montrer comment faire (...). La coopération basée sur des accords volontaires entre les gen-te-s eux-mêmes est plus inventive, plus efficace et surtout plus juste pour affronter les enjeux écologiques et sociaux actuels* ».

La causalité désigne l'appréciation de la relation entre les processus observés et les faits qui entraînent ces processus. Dans le champ politique, la causalité est articulée à la responsabilité des acteurs, en ce que l'exercice de leur pouvoir est lié d'une part à la reconnaissance de la mise en œuvre de leurs décisions et, d'autre part, à l'évaluation dont ils sont l'objet au cours du débat public. Finalement, la représentation des logiques de causalité liées aux phénomènes climatiques s'inscrit dans la logique de rationalisation du fait politique à qui les évolutions contemporaines du discours tentent de donner une forme de scientificité. « *Les tourbières qui tapissent le globe, écrit Le Monde* [11 novembre 2009], *sont comme un "no man's land" dans la lutte contre le réchauffement climatique. Elles ne sont pas prises en compte par le protocole de Kyoto dans l'estimation des émissions de carbone des pays et, du coup, les gouvernements n'y accordent qu'un intérêt très limité dans leurs discussions actuelles. Pourtant, résultat de l'accumulation progressive de matière végétale, la tourbe retient en elle des quantités importantes de carbone d'origine organique. La dégradation ou l'assèchement des zones humides, pour les besoins de l'agriculture et de la production d'énergie, libère ce gaz. Un processus qui contribue*

sensiblement au réchauffement du climat ». La logique de la causalité constitue, ainsi, à la fois un principe qui fonde la légitimité des actions entreprises, ou qui, au contraire, la dénie, et un principe qui fonde une référence incontestable de l'analyse politique.

La signification consiste à interpréter les décisions et les stratégies des acteurs à l'imaginaire de leur engagement et à la dimension symbolique du discours dont ils sont porteurs. Le discours politique sur le réchauffement climatique s'inscrit, ainsi, dans une forme de sémiotique politique faisant reposer la dimension symbolique du fait politique sur des logiques d'interprétation. C'est ainsi que, dans *Le Monde* du 21 janvier 2008, S. Foucart propose une analyse politique du discours d'un scientifique, J. Hansen, sur le climat Hansen va-t-il trop loin dans ses déclarations ? Laisse-t-il l'engagement politique prendre le pas sur la science ? Un de ses collègues américains, professeur d'université, sans faire mystère de son admiration pour l'homme de science, dit de lui qu'il « a tendance à trop s'avancer sur la branche » - au risque qu'elle rompe. En 1989, après son duo avec Al Gore au Congrès, la revue « Science » titre : « Hansen contre le reste du monde sur les dangers de l'effet de serre ». Parmi ses pairs, nombreux sont ceux qui lui reprochent de n'avoir pas attendu de plus amples certitudes, d'avoir cédé à la prophétie plutôt qu'à la prévision. Hélas, il avait raison. En 2006, parmi les premiers, il exprime son désaccord avec les prévisions du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) sur l'élévation du niveau des mers à la fin du siècle, qu'il juge en deçà de la réalité. Là encore, on fustige l'alarmisme de celui qui « s'avance trop sur la branche ». Hélas encore, quelques mois plus tard, les dernières observations semblent lui donner raison.

On peut se rendre compte par ces lignes que, dans le champ politique, l'interprétation est articulée à l'expression d'une opinion : c'est ce qui permet de comprendre qu'aujourd'hui, la question du climat est devenue une question pleinement politique.

6. Changement climatique, orientation et discours politique

Le changement climatique revêt une signification politique à partir du moment où les choix dont il découle sont assumés par des acteurs et des pouvoirs qui les expliquant en montrant leur lien à leur orientation idéologique et aux choix politiques qui les caractérisent. En l'occurrence, la question politique du changement climatique est liée aux politiques de développement industriel et au libéralisme, et la lutte contre le changement climatique est liée aux orientations écologistes des politiques publiques.

Le changement climatique se voit reconnaître le statut d'un enjeu réel de la construction des identités politiques des acteurs qui prennent les décisions et font les choix sociaux dans le domaine de la dimension climatique de la gestion de l'espace politique. L'orientation politique des acteurs définit l'identité

politique dont ils sont porteurs. Il s'agit, en particulier, de ce qui exprime leur identité en matière d'usage de l'espace, de l'imaginaire dont ils sont porteurs en matière d'organisation de la société, et de la façon dont leur identité exprime la notion même de changement, en termes d'évolution, en termes de révolution, ou, au contraire, en termes de conservatisme et de résistance au changement. C'est ainsi que *Le Monde* [28 février-1^{er} mars 2010] évoque un discours « croissanciste » de J.-M. Le Pen : « *Mais plus intéressant que ce renfort de poids aux climato-sceptiques, écrit le journal, est que M. Le Pen a révélé l'enjeu idéologique de l'affaire : Sachant que la dépense d'énergie est à la base de la croissance économique, la recherche de la croissance entraîne donc le réchauffement climatique, a-t-il expliqué. En effet, il ne peut y avoir croissance s'il n'y a pas développement de l'économie, et donc de l'énergie qui la sous-tend* ». Ces lignes montrent comment la question du climat traverse désormais tous les lieux et toutes les opinions de l'espace politique, et montrent, par ailleurs, comment le climat constitue une référence des orientations et des choix politiques.

C'est par le discours que le politique met en œuvre sa dimension symbolique sur le monde, à la fois en énonçant des discours et en imposant des modes d'intelligibilité des discours et des représentations. À propos du climat et du changement climatique, il convient de distinguer quatre discours qui entrent en concurrence ou en opposition dans l'espace public de la communication et du débat public.

Le discours des pouvoirs est le discours tenu par les acteurs qui disposent des pouvoirs sur le monde et qui, à propos des politiques de changement climatique, tentent de convaincre l'opinion et d'imposer leurs modes d'intelligibilité du climat et de ses évolutions. C. Jouanno, alors membre du gouvernement, disait, ainsi, dans un débat avec C. Lepage [*Le Monde*, 11 décembre 2009] : « *Le conseil européen prévu le 10 et 11 décembre va mettre des chiffres sur la table. Je veux bien qu'on dise : « Il était temps », mais l'Europe est le seul continent à prendre des engagements aussi fermes. Je crois tout à fait possible d'atteindre l'objectif d'une réduction de 30 % des émissions de CO₂ d'ici à 2020* ». Au sujet de la politique climatique, comme au sujet des autres domaines de l'exercice des pouvoirs, le discours du pouvoir est un discours d'illustration et de légitimation de la stratégie mise en œuvre et des actions entreprises.

Le discours des contre-pouvoirs est le discours des associations, des partis, des groupes de citoyens qui s'opposent aux transformations de l'espace imposées par les pouvoirs et aux modes de changement climatique que les pouvoirs tentent d'imposer. Il s'agit du discours de la critique politique, qui met en œuvre le débat public. C'est ce que propose C. Taubira, élue de Guyane, dans une opinion publiée par *Le Monde* du 23 décembre 2009 : « *Pour tenir tête à la mondialisation mortifère des acquiescements sournois, une seule issue, la relation, la controverse, la dispute. Tenter, comme dit Edouard Glissant,*

le vertige de la « mondialité » ». La controverse, qui fonde véritablement l'espace public comme un espace politique, porte ainsi sur le climat, qui devient pleinement, de cette manière, un des lieux du politique.

Le discours de la science est le discours dont les énonciateurs légitiment leur propos par la science qu'ils détiennent et dont ils contrôlent, eux-mêmes, l'élaboration et par l'expérience dont ils sont porteurs dans la compréhension du monde. Il s'agit du discours de l'expertise. « Avec le recul », dit, par exemple, N. Stern dans un entretien au *Monde* [13 février 2010], « je pense que j'ai sous-estimé le danger. J'ai été probablement trop prudent, trop optimiste. Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté plus vite que ce que nous avions supposé, la capacité d'absorption de la planète semble être plus faible, et les effets du réchauffement se font sentir plus vite. Je pense à présent que nous devrions chercher à stabiliser la concentration des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère entre 450 et 500 parties par million (ppm), et non entre 450 et 550 ppm comme le rapport le proposait. Cela ferait augmenter le coût des politiques nécessaires pour atteindre cet objectif de 1 % à 2 % de la richesse mondiale par an. Mais cela resterait bien inférieur à ce qui nous attend si nous ne faisons rien maintenant ».

Le discours des médias est le discours de l'information et des acteurs qui, dans l'espace public, construisent les logiques du débat public en l'articulant d'une part à la mémoire des informations sur le monde et sur les événements et, d'autre part, à l'interprétation qu'ils proposent des événements et des situations dont ils rendent compte. *Le Monde*, dans le même numéro, propose, ainsi, une approche critique du discours des experts. Fondées ou non, écrivent L. Caramel et S. Foucart, les critiques qui pleuvent arrivent dans le sillage du Climategate - cette affaire de piratage et de divulgation des courriels privés de climatologues, intervenue en novembre 2009. Pour l'heure, ces messages embarrassants n'ont donné lieu à aucune remise en cause de la science climatique mais ont durablement écorné l'image d'intégrité des chercheurs en climatologie. Cette atmosphère de rumeurs et de soupçons sur l'expertise scientifique risque de peser sur la poursuite des négociations internationales déjà bien mal en point après l'échec de la conférence de Copenhague (Danemark), en décembre 2009.

7. Pour conclure : limites des politiques et impensable

Comme tout système symbolique et culturel, les politiques climatiques se heurtent à la limite d'un indicible et d'un impensable, c'est-à-dire à la limite de la rationalité politique. Le politique a un inconscient dont la connaissance du discours politique et de ses significations permet de rendre compte.

Dans le domaine du climat, l'impensable politique renvoie, en particulier, à quatre notions. D'une part, il s'agit de l'imprévisible. Le séisme d'Aquila, en Italie, ou le tsunami du Japon sont des exemples récents de cette limite de la prévisibilité qui manifeste la limite des pouvoirs et de leur mise en œuvre dans

l'espace politique. L'imprévisible constitue une limite des pouvoirs qui, à la fois, montre leur finitude et fonde leur identité : c'est par leurs limites que les pouvoirs peuvent s'identifier, et le climat constitue, peut-être, comme, à d'autres époques, d'autres domaines comme l'éducation, la limite qui fonde, aujourd'hui, les pouvoirs politiques.

D'autre part, il s'agit de la limite de l'espace. Médiation politique de l'espace, le territoire a longtemps été pensé en termes d'étendue et défini par les frontières qui le bornent et le mettent au contact d'autres territoires, parfois hostiles, mais qui, dans tous les cas, échappent au pouvoir qui les maîtrise. Aujourd'hui, la limite de l'espace désigne aussi la limite de l'espace sur lequel s'exercent les énergies dont les pouvoirs ont la maîtrise et la limite de l'espace sur lequel s'exercent leurs choix en matière de gestion climatique. L'importance que l'écologie a pu prendre, depuis une cinquantaine d'années, comme champ de référence du discours politique tient, sans doute, à la reconnaissance de la place majeure de l'espace dans la rationalité politique. En ce sens, l'écologie et les préoccupations environnementales comme celles du climat, même si c'est, bien sûr, dans une orientation complètement opposée, prennent aujourd'hui une place comparable à celle de l'impérialisme ou à celle de la conquête spatiale, autre forme d'impérialisme, dans ce que l'on peut appeler l'urgence spatiale du politique.

Par ailleurs, il s'agit du caractère irréductible du changement climatique. La limite des politiques climatiques est précisément leur impossibilité, aujourd'hui, tant en raison des limites des technologies qu'en raison des limites financières, de maîtriser totalement le changement climatique. C'est ce caractère irréductible qui permet de comprendre que le réchauffement climatique occupe la place de l'instance du réel dans le champ des identités politiques.

Enfin, il s'agit des discours et des représentations contraints au silence par la censure et par le refoulement politique. Dans le domaine du climat, le refoulement politique peut tenir, en particulier, à trois éléments : les contraintes liées aux choix de l'Etat en matière énergétique, les contraintes liées à ses choix en matière d'aménagement de l'espace et du territoire, et, enfin, les contraintes liées à ses orientations économiques et à ses relations au marché et aux décideurs économiques et financiers. Autour de la question du réchauffement climatique, sans doute sommes-nous, aujourd'hui devant la mise en œuvre d'une forme de censure, qui peut expliquer les controverses sur les chiffres de N. Stern.

Références : liste des articles du *Monde* cités

- « Le réchauffement climatique accentuerait les inondations », *Le Monde*, 14 août 2007
- S. Foucart, « Un climat très politique », *Le Monde*, 21 janvier 2008

- « La lutte contre le réchauffement va permettre de lutter contre la crise économique » (Entretien avec S. Dimas), *Le Monde*, 1^{er} novembre 2008.
- « Economiste de crise », *Le Monde*, 2 juin 2009
- P. Ricard, « La France veut ranimer l'ambition européenne sur le climat », *Le Monde*, 26 juin 2009
- H. Kempf, « Action climat, ou la recherche d'une démocratie vivante », *Le Monde*, 16-17 août 2009
- B. d'Armagnac, « La dégradation des tourbières aggrave le réchauffement », *Le Monde*, 11 novembre 2009
- « Questions du mercredi », C. Jouanno- C. Lepage, *Le Monde*, 11 décembre 2009
- C. Taubira, « Contre le réchauffement climatique, l'heure n'est plus au consensus mou », *Le Monde*, 23 décembre 2009
- L. Caramel et S. Foucart, « Réchauffement climatique : faut-il croire les experts ? », *Le Monde*, 13 février 2010
- M. Stern, « J'ai sous-estimé les dangers du réchauffement », *Le Monde*, 13 février 2010
- H. Kempf, « L'imposture « croissanciste » », *Le Monde*, 28 février-1^{er} mars 2010
- L. Scotto d'Apollonia, « Réchauffement climatique, cheval de Troie de la modernité », *Le Monde*, 31 août 2011
- « Les négociations sur le climat au bord du coma », *Le Monde*, 1^{er} octobre 2011
- « Les méfaits de l'urbanisation », *Le Monde*, 18 octobre 2011 (sur la Thaïlande)

-